

[Impressum]

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **25 (1988)**

Heft 890

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

L'INVITE DE DP

Le nécessaire ajustement des autres

Les faits sont têtus. La crise boursière et monétaire le rappelle avec éclat aux puissances industrielles qui ont laissé croître chez elles des déséquilibres tant décriés chez les autres.

Entêtement des faits et fin des tabous également à propos de la crise de l'endettement. Les Programmes d'ajustement structurel (PAS) imposés aux pays endettés du Tiers monde par les organisations financières internationales (Fonds monétaire international-FMI, Banque mondiale, etc) sont critiqués par des institutions internationales. Coup sur coup, l'UNICEF, le Bureau international du travail et la Communauté européenne ont tiré la sonnette d'alarme: un autre ajustement est possible; «plus pragmatique», «accroissant l'équité», «plus performant à long terme», «à visage humain»... En effet, malgré tous les PAS, les niveaux d'investissement et de vie régressent dans les pays en voie de développement (PVD) touchés (Afrique, Amérique latine) et la dette globale s'accroît de près de 10% l'an et dépasse les 1100 milliards de dollars.

Les propositions financières miracles se multiplient: vente de créances «dévaluées» ou conversions en prises de participations dans les entreprises des PVD, remboursement par des exportations ou encore, dernière trouvaille américaine pour le Mexique, transformation de créances douteuses dépréciées de moitié en titres garantis par le Trésor américain. Toutes ces mesures restent palliatives, quantitativement très limitées (sauf pour le protégé mexicain) et inappropriées aux pays pauvres d'Afrique qui n'ont rien à offrir en échange. Mais elles font preuve de réalisme en «dévaluant» des créances — jusqu'à 60% parfois — officialisant les pertes sèches des grandes banques.

«L'autre ajustement» doit rompre avec la logique essentiellement financière des PAS du FMI (rééqui-

librage budgétaire et des comptes extérieurs, réallocation des ressources, privatisation, vérité des prix, etc). Le bien-fondé de ces mesures n'est pas à priori en cause, mais leurs soumissions aux intérêts extérieurs (pression de la dette, libre-échange destructurant les fragiles économies des PVD), leur irréalisme en la matière (promotion des exportations traditionnelles sous-payées des PVD sans avenir à moyen terme), ainsi que leur inattention meurtrière aux coûts sociaux (coupes dans les budgets éducation et santé) en font un instrument inadéquat.

Paradoxalement, certaines mesures des PAS (par exemple, la revalorisation des prix agricoles) mettent en question les actuels rapports de force ville-campagne, au profit de cette dernière, d'où une possible émergence d'associations paysannes indépendantes revendiquant une nouvelle répartition des richesses. C'est notamment à ce niveau politique que l'influence de la Suisse sur plusieurs de ces PAS, dans le cadre de la coopération multilatérale, mérite d'être évaluée.

Sur le front de la dette, les banques suisses peu engagées dans les pays endettés d'Amérique latine (3,5 milliards de dollars) n'ont pas à craindre les pertes de leurs concurrentes américaines. La dette africaine, largement due à des créanciers publics, est discutée au sein du Club de Paris, regroupant les riches pays créanciers, dont la Suisse. L'absence de courage politique et des considérations financières limitent l'approche à des rééchelonnements ponctuels. En cas de remises de dettes, la caisse fédérale risquerait d'être mise à contribution vu les déficits de la Garantie des risques à l'exportation, cette sorte d'assurance pour les exportateurs suisses, qu'il faudrait passer par pertes et profits. Ou aurait-on le courage de privatiser les pertes pour les assurés privés concernés?

Un autre test de la cohérence entre la politique de coopération et la

politique économique extérieure se profile avec la probable participation de la Suisse à un nouvel effort de la communauté internationale au sein du FMI. Quelque 12 milliards de dollars sont destinés aux pays les plus pauvres. Quelle somme la Suisse engagerait-elle, sur quel fonds, pour défendre quelle politique?

Enfin, s'agissant des débouchés extérieurs des PVD, les discussions de l'«Uruguay Round» au sein du GATT, appelées à remodeler le paysage mondial des échanges, sont fondamentales. En particulier concernant la libéralisation du marché agricole et des services. Si les pays riches veulent négocier avec des PVD-clients potentiels, et non pas avec des pays assistés, ils doivent dans le domaine crucial des échanges agricoles et industriels s'engager — eux aussi — dans un processus d'ajustement structurel.

Une symétrie dans l'effort est attendue.

Mario Carera

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Mario Carera est coordinateur de la politique de développement de la Communauté de travail Swissaid — Action de Carême — Pain pour le prochain — Helvetas.

DP Domaine Public

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley

Rédacteur: Pierre Imhof

Ont collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy

Jean-Daniel Delley

André Gavillet

Jacques Guyaz

Yvette Jaggi

Charles-F. Pochon

Point de vue:

Jean-Louis Cornuz

Invité: Mario Carera

Abonnement:

65 francs pour une année

Administration, rédaction:

Case 2612, 1002 Lausanne

Saint Pierre 1, 1003 Lausanne

Tél: 021 / 22 69 10 CCP: 10 - 15527-9

Composition et maquette:

Liliane Berthoud, Pierre Imhof

Jean-Luc Seylaz

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA